



Déclaration du CCRE sur l'arrestation du maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu et d'autres représentants locaux

En tant que dirigeants locaux et régionaux européens, nous sommes extrêmement préoccupés par les dernières informations partagées par notre association membre, l'Union des municipalités de Türkiye, concernant l'arrestation d'**Ekrem İmamoğlu**, président de l'Union et maire de la municipalité métropolitaine d'Istanbul, ainsi que de plus d'une centaine de représentants démocratiquement élus et d'employés municipaux.

Les institutions et organisations européennes suivent de près l'état de la démocratie locale en Turquie, en particulier depuis 2019, lorsque le maire İmamoğlu a été librement élu par les citoyens d'Istanbul - la ville la plus peuplée d'Europe - pour les représenter. Les derniers événements soulèvent de sérieuses inquiétudes quant à l'érosion des principes démocratiques et l'intégrité du processus politiques en Türkiye. La détention d'élus menace la confiance des citoyens, sape la gouvernance locale et affaiblit les fondements mêmes de la démocratie.

Le CCRE reste ferme dans son engagement à soutenir et à renforcer les gouvernements locaux et régionaux à travers l'Europe. A cet égard, nous appelons les autorités turques à respecter les principes inscrits dans la **Charte européenne de l'autonomie locale**, à savoir :

- **le respect des mandats électoraux et des valeurs universelles de la démocratie.**
- **la garantie de la liberté des élus d'exercer leurs fonctions sans ingérence.**
- **la défense des principes démocratiques et la restauration de la pleine autonomie locale.**

Le CCRE appelle l'ensemble des institutions européennes et la communauté internationale à exprimer leur solidarité et exiger l'arrêt immédiat de ces actions. **La démocratie et l'autonomie locale ne doivent pas être compromises.** Nous appelons à la libération immédiate des personnes détenues et au rétablissement total de leurs droits.

Nous nous tenons fermement aux côtés de nos collègues turcs et réaffirmons l'importance cruciale de protéger les institutions démocratiques, l'État de droit et les droits fondamentaux des élus.

Vince Maple

Conseiller municipal
de Medway
Président du Comité de
gestion financière

Philippe Laurent

Maire de Sceaux
Co-président

Christoph Schnaudigel

Président du département
de Karlsruhe
Co-président

Gunn Marit Helgesen

Conseillère du Comté de
Telemark
Présidente

Jan van Zanen

Maire de La Haye
Président délégué

Anders Knappe

Conseiller de Karlstad
Président délégué

Anne Hidalgo

Maire de Paris
Présidente déléguée

Aleksandra Dulciewicz

Maire de Gdansk
Présidente déléguée